



CONDAMNÉS AU DÉPART, PAS AU SILENCE

LE COMBAT DES MÉDIAS EN EXIL

20 JUIN 2011, JOURNÉE MONDIALE DES RÉFUGIÉS



À l'occasion de la Journée mondiale des réfugiés, le 20 juin 2011, Reporters sans frontières rend hommage aux journalistes qui, en continuant leur travail malgré l'exil, font échec à ceux qui les avaient poussé à quitter leur pays et cherché à les réduire au silence.

L'organisation s'est entretenue avec des journalistes, médias et organisations auxquels elle est venue en aide et avec qui elle collabore régulièrement.



CRÉDIT : © James Mackay / Enigmaimages.Net

BIRMANIE

LES MÉDIAS EN EXIL OUVRENT UNE FENÊTRE SUR LA BIRMANIE

La Birmanie figure à la 174e place du classement mondial de la liberté de la presse publié en 2011 par Reporters sans frontières. Le pays représente la plus grande prison pour les journalistes et blogueurs en Asie, après la Chine. L'ensemble des publications autorisées reste soumis à un contrôle préalable par le Bureau de la censure.

La sévérité avec laquelle l'armée a réprimé les manifestations prodémocratiques de 1988 a conduit de nombreux étudiants à quitter le pays. Continuant le combat malgré l'exil, certains ont créé des journaux et des radios libres. Trente ans plus tard, la brutalité du régime, officiellement civil depuis le 30 mars dernier et la fin autoproclamée de la junte, reste la même.

Le 3 mai 2011, la *Democratic Voice of Burma (DVB)*, l'un des médias birmans en exil les plus populaires et influents, lançait sa campagne Free Burma VJ destinée à obtenir la libération de l'ensemble de ses collaborateurs incarcérés en Birmanie. Cette campagne est née du soutien financier de Reporters sans frontières et de l'Union européenne, par l'intermédiaire de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme (IEDDH).

DEMOCRATIC VOICE OF BURMA

Date de création : 1992

Basée à : Oslo en Norvège et en Thaïlande.

Type de média : Chaîne de télévision satellitaire, station de radio (ondes courtes), site d'information en ligne.

Popularité : 5 millions de téléspectateurs et d'auditeurs réguliers en Birmanie.

10 000 visiteurs uniques/jour sur www.dvb.no, principalement en provenance des États-Unis et de Singapour.

L'histoire de la *DVB* débute en 1992. Elle n'est alors qu'une station de radio, née grâce au soutien des autorités norvégiennes, un an après que le prix Nobel de la paix a été accordé à l'opposante Aung San Suu Kyi, la *DVB* s'est développée au fil des années. L'organisation diffuse aujourd'hui des programmes audiovisuels en Birmanie par satellite. Reporters sans frontières s'est entretenue avec Aye Chan Naing, membre fondateur et rédacteur en chef de la *DVB*.

Oslo demeure le « quartier général » de la *DVB*. « C'est là que se trouvent les responsables éditoriaux de la chaîne et que nous traitons l'information brute que nous envoient nos collaborateurs en Birmanie et en Thaïlande. Une fois montés, nos sujets sont diffusés en Birmanie via satellite et ondes courtes », explique Aye Chan Naing.

D'autres Birmans en exil avaient essayé de créer des stations de radio à la frontière entre la Birmanie et la Thaïlande avant la *DVB*. Des contraintes techniques – faiblesse ➤

► des émetteurs à leur disposition ne permettant pas la diffusion sur l'ensemble du territoire birman – et la présence dans la zone de groupes armés ont rapidement entraîné leur fermeture. « En émettant depuis la Norvège, la DVB a pu s'affranchir de ces problèmes. »

« Aujourd'hui, nos effectifs en Norvège tendent à diminuer au profit de la Thaïlande, d'où nous travaillons également. L'un de nos objectifs principaux est d'augmenter le nombre de nos collaborateurs en Birmanie qui sont la pierre angulaire du travail de la DVB. »

CAMPAGNE « FREE BURMA VJ »



Le 3 mai 2011 – Journée mondiale de la liberté de la presse, un peu plus d'un mois après la nomination officielle du nouveau gouvernement birman, censée marquer le début de la transition vers la mise en place d'un régime civil –, la DVB a lancé une campagne pour la libération de ses 17 vidéo-journalistes condamnés à de lourdes peines de prison en Birmanie.

La campagne et son site Internet, www.freeburmavj.org, ont pu être créés grâce au soutien de 9 700 € de Reporters sans frontières et de l'Union européenne.

Pourquoi avez-vous décidé de lancer cette campagne et de rendre le nom de certains de vos vidéo-journalistes emprisonnés publics ?

Aye Chan Naing : Nous avons longtemps estimé que garder le silence était la meilleure solution pour nos contributeurs en prison. Au moment où le nouveau gouvernement déclare vouloir accorder plus de liberté aux médias, cette campagne est un moyen de lui adresser un message fort : « si vous souhaitez réellement une société birmane plus démocratique, commencez par libérer tous les prisonniers politiques ». Cette campagne s'adresse également aux Etats membres de l'ASEAN dont la complaisance est, selon nous, en partie responsable de la situation en Birmanie.

Bien que notre but soit la libération inconditionnelle de nos journalistes, nous espérons qu'elle permettra au moins qu'ils soient traités plus dignement. De la même manière, nous souhaitons qu'elle protège nos vidéo-journalistes en activité, que les autorités y réfléchissent à deux fois avant de les arrêter de peur que leur comportement soit exposé à la face du monde.

Combien avez-vous de collaborateurs en Birmanie ? Comment travaillent-ils ?

A.C.N : Nos collaborateurs en Birmanie sont obligés de travailler dans le plus grand secret. Chaque jour, les médias d'Etat font leur propagande et nous rappellent que les informations diffusées par DVB, la BBC, Voice of America et Radio Free Asia ne sont que des mensonges. Une centaine de personnes travaillent pour la DVB en Birmanie. Des vidéo-journalistes, des informaticiens, ainsi que des « messagers » chargés d'organiser la communication entre eux. Nos collaborateurs ne se connaissent pas. Certains travaillent seuls, d'autres par petits groupes de deux à quatre personnes. Cela permet de limiter les risques d'arrestation.

Combien sont aujourd'hui en prison ? Et pour quels motifs ?

A.C.N : A l'heure actuelle, 17 vidéo-journalistes sont derrière les barreaux. Ils sont pour la plupart emprisonnés en application de l' « Electronics Act » qui punit le fait d'utiliser des moyens électroniques pour recevoir ou envoyer des informations mettant en danger la « tranquillité » ou la « sécurité nationale ». Le champ d'application de la loi est si flou que les autorités peuvent dire que vous êtes en infraction à partir du moment où vous allumez un ordinateur et que vous vous connectez à Internet. Elles trouvent également d'autres motifs pour emprisonner ceux qui les dérangent. L'année dernière, notre journaliste Hla Hla Win a été condamnée à 27 ans de prison en application de l'« Import/Export Act » de 1948 pour avoir loué une moto qui ne portait pas de plaque minéralogique.

Les conditions de détention dans les nombreuses prisons et camps de travail forcé birmans sont désastreuses. Les prisonniers sont victimes de mauvais traitements et ne bénéficient d'aucun suivi médical. Les autorités prennent également le soin de les incarcérer à des centaines de kilomètres de chez eux, loin de leurs familles, qui sont, en principe, les seules personnes à pouvoir leur rendre visite.

LA SITUATION DES RÉFUGIÉS BIRMANS EN THAÏLANDE

La Thaïlande connaît depuis de nombreuses années un afflux important de réfugiés birmans. Certains fuient la répression et le sort réservé par les autorités aux voix dissidentes, d'autres passent la frontière en quête d'avenir, pour des raisons économiques. Depuis les années 1980, des camps se sont formés en Thaïlande.

Maung Maung Myint, président de la Burma Media Association (BMA), nous parle de la situation de ces milliers de réfugiés installés à quelques kilomètres seulement de la frontière birmane.

BURMA MEDIA ASSOCIATION

La BMA est une organisation créée par des journalistes birmans en exil. Elle regroupe plus de 120 journalistes en exil et en Birmanie sur Internet (www.bma.co.cc). Jour après jour, le site publie des articles relatifs à la situation politique et des droits de l'homme en Birmanie. La BMA est une organisation partenaire de Reporters sans frontières depuis 2002. Le rapport publié en décembre 2010 intitulé, Les médias birmans à l'assaut de la censure, a ainsi été préparé conjointement par nos deux organisations.

La Thaïlande n'est pas signataire de la convention de 1951 des Nations unies relative aux réfugiés. Quel sort le pays réserve-t-il aux réfugiés ?

Maung Maung Myint : L'attitude des autorités thaïes vis-à-vis des réfugiés birmans varie en fonction du climat politique entre la Thaïlande et la Birmanie. Elle dépend également des besoins thaïlandais en main d'œuvre peu qualifiée. Lorsque les relations entre les deux pays sont tendues, ou lorsque la Thaïlande a besoin de bras, le gouvernement thaï délivre des titres de séjour et des permis de travail aux Birmans. A l'inverse, lorsque que leurs relations se réchauffent, les arrestations et les expulsions de réfugiés se multiplient. Depuis l'adhésion de la Birmanie à l'ASEAN en 1997 et l'émergence de la Birmanie en tant qu'acteur économique de poids dans la zone, les relations entre les deux pays s'améliorent. Le gouvernement thaï fait de son mieux pour satisfaire le régime birman et cela inclut l'expulsion de milliers de réfugiés birmans, parmi lesquels des opposants politiques.

Bien que la Thaïlande ne soit pas signataire de la convention des Nations unies de 1951 sur les réfugiés, le gouvernement thaï participe néanmoins à ce que les réfugiés puissent pourvoir à leurs besoins essentiels (nourriture, hébergement). Les autorités locales, à la frontière, ne sont néanmoins pas tendres avec les Birmans. Nombre d'entre eux sont victimes d'exploitation, de réseaux de trafic d'êtres humains, de racket, de détention arbitraire et d'expulsions vers la Birmanie.

Pouvez-vous nous en dire plus sur le quotidien de ces réfugiés ? Parviennent-ils à s'intégrer à la société thaïlandaise ?

M.M.M : Leurs conditions de vie demeurent très précaires, notamment celles des réfugiés n'ayant aucun papier pour justifier leur présence sur le territoire thaï, qui, en plus d'être exploités, doivent également subir le harcèlement de la police.

Peu de réfugiés parviennent donc à s'intégrer à la société thaïe. Le fait que les jeunes birmans n'aient pas le droit de s'inscrire dans les écoles thaïes représente également un frein à l'intégration. Enfin, il ne faut pas non plus nier le fait que les Birmans sont victimes de discriminations en Thaïlande.

Reporters sans frontières soutient et relaie la campagne Free Burma VJ lancée le 3 mai 2011 par la Democratic Voice of Burma. Quelle importance revêt pour vous les médias birmans en exil ? Pour la population birmane ? La communauté internationale ?

M.M.M : Les médias birmans en exil jouent un rôle vital. Ils représentent la seule source d'information libre et fiable pour l'ensemble des Birmans. Ils sont, pour la communauté internationale, la seule fenêtre ouverte sur la réalité du quotidien des Birmans vivant en Birmanie et sur les agissements des dirigeants du pays.

A l'occasion du 20 juin, Reporters sans frontières publiera également une interview de **Aung Zaw**, rédacteur en chef d'*Irrawaddy*, journal et site d'information birman basé à Chiang Mai, en Thaïlande. ■

Visitez rsf.org – Rubrique Aide aux journalistes, Reporters d'exil.

SRI LANKA

POUR EN FINIR AVEC L'IMPUNITÉ AU SRI LANKA, LE TRAVAIL DE JOURNALISTS FOR DEMOCRACY IN SRI LANKA



Journalists for Democracy in Sri Lanka

Reporters sans frontières a rencontré Bashana Abeywardane, représentant de l'organisation Journalists for Democracy in Sri Lanka (JDS). Née de la volonté d'informer la communauté internationale sur la situation des droits humains au Sri Lanka, JDS rassemble des journalistes et défenseurs des droits de l'homme sri lankais en exil, en Europe principalement. JDS représente aujourd'hui un partenaire privilégié de Reporters sans frontières, tant dans sa mission de soutien aux journalistes en difficulté que dans son entreprise de dénonciation des violations de la liberté de la presse commises de par le monde.

Tout a commencé par un « concours de circonstance », à l'occasion d'une rencontre informelle organisée à Berlin en juillet 2009, deux mois seulement après la fin officielle du conflit cingalo-tamoul. L'objet premier de cette rencontre était d' « examiner la possibilité de créer une organisation à même de coordonner les activités de l'ensemble des défenseurs des droits de l'homme sri lankais en exil ». « Personne n'avait envisagé que cette première réunion serait la bonne ! »

Destiné, à l'origine, à accueillir les communiqués de presse, les campagnes de JDS et à rassembler en un lieu unique l'ensemble des publications traitant de la situation au Sri Lanka, le blog de JDS (<http://www.jdslanka.org>) s'est rapidement mué en un site d'information alimenté quotidiennement par ses membres.

Reporters sans frontières a décidé de lui apporter son soutien financier, grâce à l'Union européenne, par l'intermédiaire de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits

de l'homme (IEDDH). Une bourse de 3 820 € est destinée à permettre à JDS de faire évoluer son blog vers un site Internet propre. Le site actuellement en cours de construction devrait être lancé dans le courant de l'été 2011.

Bashana Abeywardane nous parle de la naissance du projet et de l'influence qu'a eu la publication sur le blog d'une vidéo illustrant les crimes de guerre commis au cours du conflit cingalo-tamoul sur l'organisation et la communauté internationale.

Le 27 août 2009, vous avez publié une vidéo dépeignant l'horreur des crimes de guerre commis au Sri Lanka durant la guerre civile. Quel a été son impact sur le travail de votre organisation ?

Bashana Abeywardane : Le blog de JDS a été créé deux semaines seulement après la rencontre de juillet 2009. Il n'accueillait, à l'origine, que nos prises de position et des reprises d'articles relatifs à la détérioration de la situation des droits de l'homme au Sri Lanka. En août 2009, nous avons reçu une vidéo montrant des soldats de l'armée sri lankaise exécuter des hommes et des femmes pieds dont ils avaient bandé les yeux et lié les poings¹. Nous l'avons transmise à *Channel 4* qui l'a diffusée le 25 août 2009. Le lendemain, nous la diffusions à notre tour.

Cette vidéo a largement participé à l'éveil de la communauté internationale sur l'ampleur des crimes de guerre commis au cours du conflit. Les visites ont explosé, le blog a pris une importance considérable. Nous avons reçu des demandes d'informations de la part de centaines d'agence de presse.

Face à la campagne de désinformation du gouvernement sri lankais, nous nous sommes largement mobilisés pour l'alimenter le plus possible. Le gouvernement sri lankais nous a d'ailleurs accusés d'avoir truqué les images. Nous les avons envoyées au bureau du rapporteur spécial des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires qui en a confirmé l'authenticité.

La communauté internationale s'est saisie de la question des crimes de guerre commis au cours du conflit cingalo-tamoul. Le discours international a changé de manière notable après la publication de la vidéo des exécutions. Il ne s'intéressait auparavant qu'à la situation des déplacés internes. ●

¹ <http://www.jdslanka.org/2009/08/un-mulls-sri-lankan-murder-video.html>

► **Qu'en est-il de vos relations avec les autorités ?
Le blog de JDS est-il accessible au Sri Lanka?**

B.A : Notre site est toujours accessible depuis le Sri Lanka. Personne ne peut en revanche ouvertement afficher sa sympathie ou ses liens avec JDS sous peine de représailles graves. Notre organisation figure sur la liste noire des médias diffusant des informations « antipatriotiques ». Au cours de l'année passée, les journalistes en ligne sri lankais ont payé un lourd tribut. Les exemples de pressions et de représailles en provenance des autorités sont nombreux. Ils vont des menaces aux arrestations arbitraires en passant par des enlèvements ou encore l'incendie des locaux de certaines rédactions. C'est d'ailleurs pour cette raison que la plupart des sites d'informations indépendants sont aujourd'hui dirigés depuis l'étranger par des journalistes en exil.

Qu'en est-il de la situation de la liberté de la presse au Sri Lanka?

B.A : La communauté internationale n'a analysé que de manière simpliste, candide même, la fin du conflit. Comme si les observateurs parlaient du postulat selon lequel « la guerre étant terminée, tout allait bien se passer ». Il ne faut pas croire que la fin du conflit constitue *de facto* la fin des dissensions et un virage vers plus de démocratie au Sri Lanka. Bien au contraire, cette victoire a renforcé l'intransigeance et l'extrême arrogance du gouvernement sri lankais qui semble plus que jamais reposer sur la force pour museler les libertés fondamentales.

Moins d'un mois après la proclamation de la fin du conflit, le secrétaire général de la Sri Lanka Working Journalists Association était enlevé, torturé et son corps inanimé jeté en pleine rue en banlieue de Colombo. Le caricaturiste Prageeth Eknaligoda est, quant à lui, introuvable depuis janvier 2010. Le Prevention of Terrorism Act continue de

servir de base légale à de lourdes condamnations ou des suspensions de journalistes et médias dont les publications dérangent les autorités. Quand les rédactions des titres du Sud sont attaquées et incendiées, les journalistes du Nord doivent composer avec les menaces des forces gouvernementales et des groupes paramilitaires. Je pense que cette liste vous montre qu'il n'existe aucune volonté de la part de ce gouvernement d'améliorer la situation de la liberté de la presse au Sri Lanka.

Quelle est la clé du changement au Sri Lanka?

B.A : En trente-cinq ans, beaucoup de gens sont morts au Sri Lanka. Personne n'est en mesure de donner le chiffre exact. La violence fait partie intégrante du mode de fonctionnement de l'Etat. Les responsables ont, de tout temps, continué leur vie de citoyens respectables tandis que les survivants enterraient leurs morts. C'est ce cercle vicieux que nous tentons de briser. Mettre fin à l'impunité et obtenir des comptes du gouvernement représente un défi énorme.

Le récent rapport des Nations unies², malgré certains défauts, a le mérite de mettre en exergue un point important : le caractère criminel de l'Etat. Au moment où je vous livre ce témoignage, je viens d'apprendre qu'un ouvrier désarmé vient d'être abattu par la police en banlieue de Colombo au cours d'une manifestation. La spirale de violence continue du Sud vers le Nord du pays puis du Nord au Sud. Les choses changeront au Sri Lanka si la volonté de justice s'impose malgré les circonstances. ■

A l'occasion du 20 juin, Reporters sans frontières publiera également un article de **Karunakharan Pathmanathan**, journaliste sri lankais tamoul, ancien correspondant de la *BBC*, en exil au Royaume-Uni depuis mai 2009, intitulé « *Justice delayed is Justice denied* ».

Visitez rsf.org – Rubrique Aide aux journalistes, Reporters d'exil.

²Rapport publié le 25 avril 2011

QUAND LES JOURNALISTES EN EXIL SE FONT AVOCATS DE LEURS CONFRÈRES

« Au cours des deux dernières années, JDS s'est très largement investi dans le soutien et la mise en sécurité des journalistes en danger et/ou en exil ». JDS constitue un allié précieux pour Reporters sans frontières. Ensemble, les deux organisations ont permis à des journalistes menacés de trouver refuge en lieux sûrs, et soutenu les demandes d'asile de journalistes sri lankais ayant quitté leur pays face aux menaces.

« JDS a en outre lancé, avec succès, plusieurs campagnes destinées à informer la communauté internationale sur la situation de la liberté de la presse et des journalistes au Sri Lanka. En août 2010, nous avons, par exemple, initié une journée internationale de solidarité pour marquer les deux cents jours de la disparition du caricaturiste Prageeth Eknaligoda. En janvier dernier, à l'occasion du festival international de littérature de Galle (au Sud-ouest du pays), nous avons lancé une campagne visant à dénoncer la situation de la liberté d'expression dans le pays ».

PORTRAIT



BASHANA ABEYWARDANE : « JE N'ABANDONNERAI JAMAIS L'ESPOIR DE RETOURNER UN JOUR »

Avant de fuir le Sri Lanka fin 2006, Bashana Aberwardane était une personnalité connue de la scène médiatique locale. Il était l'un des quelques journalistes à traiter de façon indépendante et objective du conflit opposant les forces gouvernementales aux Tigres tamouls.

Dans ses articles publiés notamment dans les journaux *Lakdiva*, *Hiru* et *Mawbima*, le dénonçait les atrocités commises par le gouvernement cingalais à l'encontre de la population tamoule et prônait la réconciliation entre Cingalais et Tamouls.

Ses prises de position lui ont valu des menaces anonymes de mort. Le journaliste a malgré tout continué son travail, refusant d'être réduit au silence. La reprise du conflit en 2006 a cependant entraîné une recrudescence incontrôlable des menaces envers la presse et les journalistes neutres. Bashana a décidé de quitter le Sri Lanka temporairement. Ce qui ne devait durer que quelques semaines s'est mué en un exil qui continue à ce jour.

« Au Sri Lanka c'est ton instinct qui te dicte le moment où il faut partir. Tu ne reçois que très rarement des menaces « formelles » dont la forme et la provenance pourraient t'aider à réagir. C'est mon instinct qui m'a poussé à partir, me disant qu'après un an et demi j'avais suffisamment éprouvé ma chance. »

Bashana vit depuis 2007 en Allemagne où il est arrivé au titre d'une bourse d'études de la fondation Heinrich Böll et du PEN allemand. Il a ensuite déposé une demande d'asile et obtenu le statut de réfugié en 2010, avec le soutien de Reporters sans frontières.

Figurant parmi les fondateurs de JDS, Bashana est aujourd'hui l'une des figures de proue de la communauté des journalistes sri lankais en exil. Le journaliste n'a néanmoins pas abandonné l'espoir de retourner au Sri Lanka : « cet espoir est ce qui nous fait vivre (...) L'actualité nous montre que les populations peuvent trouver les ressources pour se révolter contre leurs oppresseurs. Nous espérons jouer un rôle dans ce mouvement au Sri Lanka ». ■

RWANDA

UMUVUGIZI CONTINUE À DONNER DE « LA VOIX »

Reporters sans frontières a recueilli le témoignage de Jean-Bosco Gasasira, journaliste rwandais en exil en Suède et rédacteur en chef du site d'information *umuvugizi.com* après avoir dirigé, à Kigali, le bimensuel du même nom pendant plus de quatre ans, du début de l'année 2006 à sa suspension par le gouvernement rwandais le 13 avril 2010.

Connu et apprécié de ses lecteurs pour sa liberté de ton et son indépendance, *Umuwugizi*, « La Voix », a rapidement cristallisé l'animosité du gouvernement rwandais. Les enquêtes menées par le titre sur les arcanes du pouvoir et les abus et violences commises par les sbires et les proches du président Kagamé ont valu à son directeur Jean-Bosco Gasasira, poursuites judiciaires, harcèlement et menaces dès 2006.

« En 2008, après qu'*Umuwugizi* a publié la première interview par un média rwandais du colonel Patrick Karegeya – ancien responsable des services du renseignement rwandais en exil en Afrique du Sud depuis la fin de l'année 2007 et président du parti d'opposition FDU –, les tentatives d'intimidation se sont intensifiées. Des proches de Kagamé sont venus me trouver me disant qu'il serait bon pour moi et l'ensemble de mes journalistes qu'*Umuwugizi* change sa ligne éditoriale ». Les journalistes d'*Umuwugizi* ont par la suite été interdits d'assister à toutes les conférences de presse et événements officiels. Les autorités ont également interdit à toute institution publique ainsi qu'aux partenaires privés du parti au pouvoir d'acheter de la publicité dans les pages d'*Umuwugizi* et d'*Umuseso*, l'un des seuls autres titres indépendants au Rwanda. « Comme pour beaucoup de médias, la publicité constituait une part importante de nos revenus. Le gouvernement cherchait ainsi à nous faire taire en s'attaquant à notre portefeuille. »

Les repréailles se sont intensifiées en 2009 et 2010. « Les procès se sont multipliés, m'emprisonner allait permettre aux autorités de réduire *Umuwugizi* au silence ». Au printemps 2010, le climat pour la presse est devenu délétère, l'élection présidentielle d'août 2010 approchant. Le mois d'avril a marqué un nouveau palier dans l'entreprise de destruction du journal par le gouvernement.

« Puisque nous refusons de nous taire, puisque j'avais refusé de présenter mes excuses publiques au président Kagamé, on allait me faire taire définitivement. »

« J'ai appris de sources sûres qu'ordre avait été donné de m'assassiner. J'ai fui le Rwanda pour l'Ouganda le 21 avril 2010. La même semaine, je recevais un appel du procureur général adjoint du Rwanda m'informant que j'étais inculpé d'incitation à la désobéissance civile et de diffamation envers le président de la République du Rwanda et m'ordonnant de me présenter immédiatement à lui. Je lui ai alors dit que j'étais désormais en Ouganda et qu'il lui faudrait dès lors transmettre l'affaire à la justice ougandaise. »

Le départ de Jean-Bosco Gasasira n'a cependant pas marqué la fin des repréailles à l'encontre du titre. Après que la justice rwandaise a suspendu le bimensuel, pour six mois, le 13 avril 2010, Jean-Léonard Rugambage, le rédacteur en chef adjoint d'*Umuwugizi* était assassiné dans la nuit du 24 juin, de quatre balles à bout portant devant son domicile. Le journaliste était en train d'enquêter sur l'implication présumée des services secrets rwandais dans la tentative de meurtre, en Afrique du Sud, d'un général rwandais en exil. Il s'agissait du premier assassinat d'un journaliste au Rwanda depuis celui d'Emmanuel Munyemanzu, en 1998.

En mai 2010, malgré l'exil, Jean-Bosco Gasasira a lancé une version en ligne d'*Umuwugizi*. Dès le 3 juin 2010, le site était bloqué suite à une décision du Haut Conseil des médias rwandais. « Un proche de Kagamé m'a offert beaucoup d'argent et la promesse de pouvoir rentrer sans heurt à Kigali si j'acceptais de changer la ligne éditoriale du site. Suite à mon refus, j'ai été victime d'une tentative d'enlèvement à Kampala, en pleine journée. Je dois mon salut à l'intervention de policiers ougandais. Deux jours plus tard, Jean-Léonard Rugambage était assassiné. »

« J'ai pu rejoindre la Suède le 14 août 2011. Je continue depuis à alimenter le site d'*Umuwugizi* grâce, notamment, à l'aide de journalistes en exil. Le site reçoit plus de cinq mille visiteurs par jour, malgré le fait qu'il demeure toujours bloqué au Rwanda ».

Depuis plusieurs années, le chef de l'Etat rwandais, Paul Kagamé, figure dans la liste des prédateurs de la liberté de la presse dressée par Reporters sans frontières. ■



UNE CIBLE, MALGRÉ L'EXIL

Jean-Bosco Gasasira

Le 3 juin 2011, la Cour suprême du Rwanda condamnait Jean-Bosco Gasasira à 2 ans et 6 mois de prison ferme pour « appel à la désobéissance civile et outrage au chef de l'Etat ». Le journaliste dénonçait « une décision désespérée, prononcée par de vieux prédateurs des médias ». Après plus d'un an d'exil forcé, il semble que le gouvernement rwandais n'a pas renoncé à sa volonté de le faire taire.

Le site d'*UmuVugizi* est, quant à lui, la cible d'attaques et de tentatives de blocage. Une fausse version du site, vraisemblablement créée par des individus proches du gouvernement, est apparue sur la Toile (<http://umuvugizi.wordpress.com/>). Selon le journaliste, cette version falsifiée permettrait au gouvernement de surveiller les lecteurs du journal critique et surtout de propager de fausses informations.

KENYA

KANERE « KAKUMA REFUGEE FREE PRESS »

Le camp de réfugiés, qu'abrite la ville kenyane de Kakuma située à une centaine de kilomètres environ de la frontière soudanaise, accueille plus de 80 000 personnes en provenance de l'ensemble de la Corne de l'Afrique et de la région des Grands Lacs.

Au fil des années et des arrivées, le camp de Kakuma est devenu une véritable ville dans la ville. Une différence fondamentale oppose cependant leurs habitants. Ceux du camp ne peuvent en effet le quitter sans avoir obtenu une autorisation de sortie du Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) et du gouvernement kenyan.

Coincés dans cette ville aux allures de terminus, des réfugiés ont pris le parti de raconter la vie du camp et d'offrir à ses habitants une fenêtre sur l'extérieur, pour ne pas perdre la main ou par vocation, malgré l'exil et un avenir incertain.

Le 22 décembre 2008 est publié le premier numéro du *Kakuma News Reflector* ou *KANERE*. Son rédacteur en chef est à la tête d'une dizaine de contributeurs bénévoles. Si Internet demeure le support privilégié de publication³, les premiers numéros de *KANERE* étaient imprimés et distribués au sein du camp.

« Nous essayons de reprendre la publication d'une version papier de *KANERE* que nous avons dû abandonner, faute de fonds. Le manque de ressources demeure néanmoins notre principal obstacle. Nous devons nous rendre dans des cybercafés pour alimenter le blog de *KANERE*. Ce qui signifie que nous devons payer à chaque fois que nous voulons y publier un article. »

Les journalistes de *KANERE* traitent de l'actualité du camp, de la condition et des droits des réfugiés, mais également de l'actualité internationale. Le titre a ainsi couvert le déroulement du référendum sud-soudanais et les élections qui se sont tenues à cette occasion à l'intérieur du camp. A l'origine, vingt-trois journalistes composaient la rédaction du journal. « Sept d'entre eux ont, soit été rapatriés dans



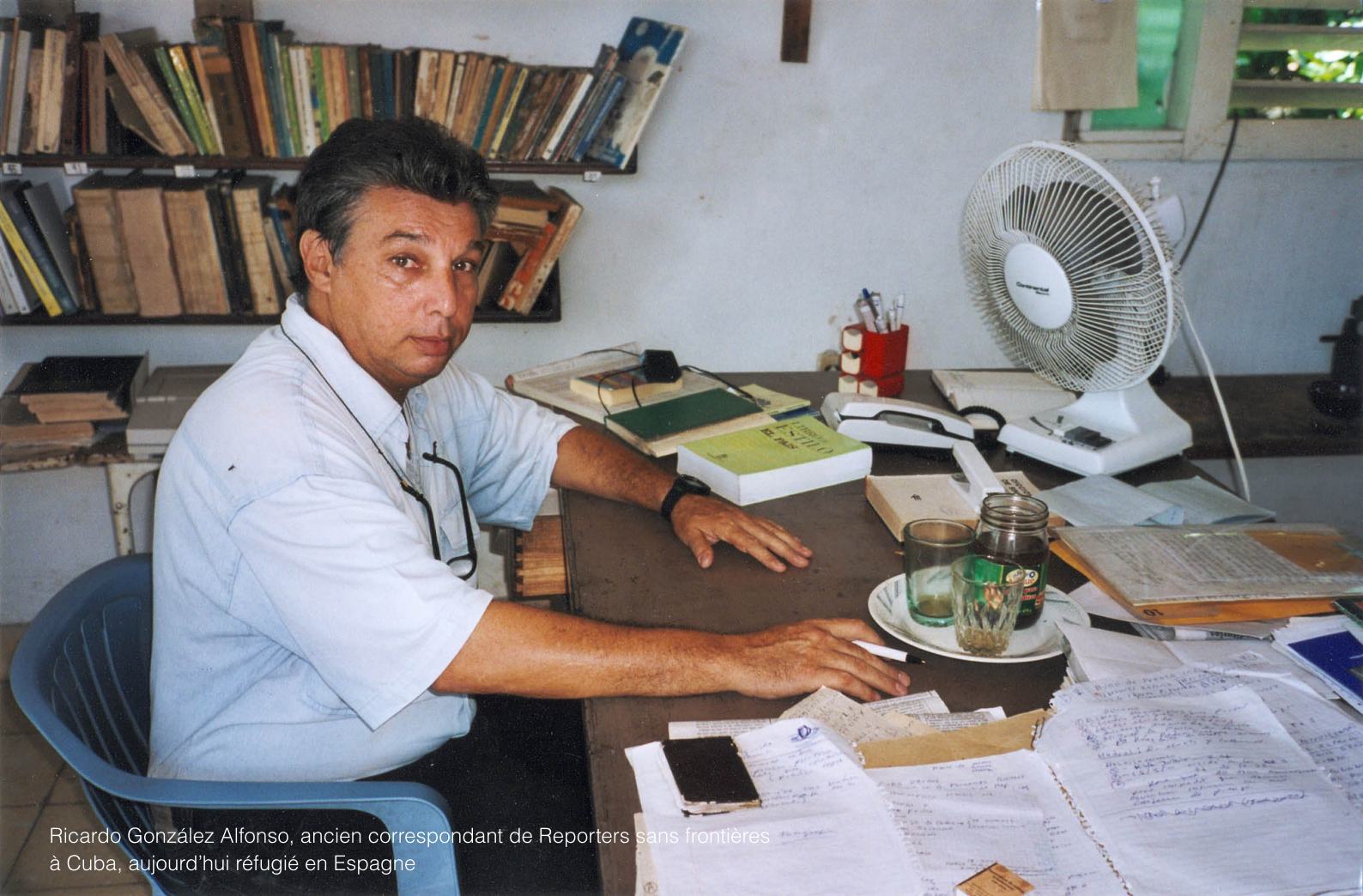
leur pays, soit ont pu bénéficier du programme de réinstallation des Nations unies. Les autres ont abandonné en raison des pressions et des menaces que nous subissons régulièrement. Certaines sont réellement inquiétantes. »

Parce qu'un camp de réfugiés de la taille de celui de Kakuma finit par former une société à part entière, les journalistes de *KANERE* doivent faire face aux mêmes problèmes que l'ensemble de leurs confrères. A vouloir rendre compte des troubles qui émaillent la vie du camp, ils se sont attirés l'inimitié de beaucoup. En premier lieu, des réfugiés craignant que les articles parfois critiques de *KANERE* compromettent leurs chances de réinstallation.

En juin 2010, Reporters sans frontières adressait un courrier aux responsables du camp et leur demandait d'œuvrer à une meilleure protection des membres de *KANERE*. En effet, depuis les débuts du journal, ses collaborateurs ont été physiquement agressés à plusieurs reprises. Certains ont vu leur matériel détruit, leurs domiciles endommagés. Reporters sans frontières priait les représentants de l'agence onusienne de dissiper les fausses croyances des habitants de Kakuma et de rappeler que la réinstallation des réfugiés s'étudie au cas par cas. Face à la survie des pressions, notre organisation a réécrit au HCR au début du mois de juin 2011.

Aujourd'hui encore, son rédacteur en chef continue à recevoir des menaces et alerte régulièrement les autorités du camp. Ces dernières n'ont cependant mis en place aucun mécanisme concret de protection. ■

³ <http://kakuma.wordpress.com/>



Ricardo González Alfonso, ancien correspondant de Reporters sans frontières à Cuba, aujourd'hui réfugié en Espagne

CUBA

«EXIL À LA CARTE», LE TÉMOIGNAGE DE RICARDO GONZÁLEZ ALFONSO.

« Un trio sur lequel je n'avais aucun contrôle allait déterminer mon destin : les gouvernements cubain et espagnol et la haute hiérarchie de l'Eglise catholique cubaine. Nous, les prisonniers de conscience qui purgions de lourdes peines parce que nous n'étions pas d'accord avec la plus ancienne dictature du monde occidental, nous entachions le pedigree politique du régime de La Havane.

Avec l'autorisation de la sécurité d'Etat de l'île, le cardinal Jaime Ortega m'a téléphoné à la prison Combinado del Este. Sa mission consistait à me proposer d'être libéré de prison si j'acceptais d'émigrer en Espagne. Il a juste ajouté que je pouvais voyager avec ma famille et que mon logement ne serait pas confisqué - saisie habituelle à Cuba lorsque l'on abandonne le pays. Je devais répondre sur le champ. On ne me laissait pas plus de temps pour sceller mon destin.

On m'a conduit de la prison à l'aéroport. Une fois là-bas, dans un petit local de protocole, j'ai retrouvé ma famille. Le 12 juillet 2010, à onze heures du soir. Mon exil espagnol allait commencer neuf heures plus tard.

Pendant les six premiers mois, j'ai vécu – ou survécu – à la pension Welcome, avec mon épouse et ma fille de 13 ans. Le loyer d'un appartement de Valleca, zone ouvrière du sud de Madrid, a été dispensé à mes fils et leur mère.

Mais ma situation était différente, car la Commission espagnole d'aide aux réfugiés (CEAR) ne pouvait pas se charger de la situation de mon épouse et de ma fille, étant donné qu'elles bénéficiaient de la citoyenneté espagnole. Après de nombreuses péripéties bureaucratiques et grâce au gouvernement de la Communauté de Madrid, nous avons obtenu le financement de notre loyer dans un appartement proche de celui de mes fils, celui de nos besoins alimentaires et du transport par la Croix-Rouge espagnole et la Commission espagnole d'aide aux réfugiés. Je tiens à souligner que j'ai senti à chaque instant, et ce depuis notre arrivée à Madrid, le soutien moral de Reporters sans frontières, ainsi que celui d'autres organisations non-gouvernementales.

De même qu'à Cuba – avant et pendant mon incarcération –, je continue à exercer la profession de journaliste. J'ai publié des chroniques dans *The New York Times*, *The Miami Herald*, *Tourw* (Hollande), *el Periódico* (Barcelone) et dans la *Revista Hispano Cubana*. ➤

► Durant les trois premiers mois, j'ai pu voyager à Bruxelles afin de parler au Parlement européen du mensonge concernant les changements authentiques qui ont lieu à Cuba ; à Francfort où le centre PEN Allemagne m'a invité pour que je donne deux conférences sur mon expérience; et à Paris où j'ai participé au 25e anniversaire de Reporters sans frontières.

J'ai également donné des conférences à Madrid : journal *El Mundo* et la Fundación Concordia ; à Valence : Fundación Hispano-Cubana ; en Catalogne : Casa de Cultura de Gérone ; et à Barcelone : Collège de Journalistes et au siège catalan du PEN. Actuellement, je ne peux pas voyager en dehors de l'Espagne car on m'a retiré le passeport cubain lorsque j'ai demandé l'asile politique ; j'attends de pouvoir aller au Danemark afin de recevoir un prix, et en Finlande, comme invité du PEN.

Comparé à la prison, l'exil est une condamnation bénévole; mais en fin de compte, une condamnation. Je serai libre le jour où mon pays le sera, mon avenir est lié à celui de ma patrie. Malgré tout, je suis optimiste. J'applique d'ailleurs cette attitude dans mon travail journalistique, comme je l'ai fait avant et pendant mon incarcération, comme je continue de le faire depuis ma délicate expatriation, comme le sont, souvent, les obstacles de la vie ». ■

Ricardo González Alfonso.

RICARDO GONZÁLEZ ALFONSO

Ancien journaliste de la télévision officielle où il s'occupait des émissions pour enfants, Ricardo González, né en 1950, a rejoint en 1995 l'agence indépendante *Cuba Press*. Correspondant de Reporters sans frontières à partir de 1998, il fonde en mai 2001 la société Manuel Márquez Sterling avec son ami Raúl Rivero pour former les journalistes indépendants. En décembre 2002, il se lance avec ses collègues dans la publication du bimensuel *De Cuba*, tiré pour sa première édition à 200 exemplaires. La revue aborde des sujets ignorés par la presse officielle, tels que le racisme à Cuba ou le projet Varela, une campagne ayant recueilli plus de 11 000 signatures sur l'île pour réclamer des changements démocratiques par la voie constitutionnelle.

Pour avoir osé concurrencer le monopole de l'Etat sur l'information, Ricardo González Alfonso est arrêté, le

18 mars 2003, avec 26 autres journalistes dissidents, lors de la vague répressive dite du « Printemps noir ». Accusé d'être « à la solde des Etats-Unis » et d'avoir « attenté à l'indépendance et à l'intégrité territoriale de Cuba », il est condamné à vingt ans de prison. Incarcéré depuis la fin de l'année 2004 à la prison Combinado del Este à La Havane, il a subi quatre interventions chirurgicales en 2006 et 2007. Après un long séjour à l'hôpital carcéral, il a été reconduit en cellule le 27 janvier 2008. En décembre 2008, le Prix Reporters sans frontières lui a été décerné dans la catégorie « Journaliste ». Grâce à la médiation du gouvernement espagnol et de l'Eglise catholique cubaine, Ricardo González Alfonso est sorti de prison, le 13 juillet 2010, en contrepartie d'un exil forcé. Il vit depuis à Madrid où il bénéficie du soutien de la section espagnole de Reporters sans frontières. Le 17 juin 2011, Ricardo recevait un courrier des autorités espagnoles l'informant que le statut de réfugié politique lui avait été accordé.



Malgré l'exil, le journaliste a continué son travail depuis l'Allemagne. Ses articles critiques du pouvoir en place publiés dans les journaux indépendants *Xural* et *Alma* ainsi que sur le site d'information www.yovsan.com, lui ont valu de nouvelles menaces en 2007. Après plusieurs mois de répit, elles ont repris en avril 2010, suite à un article relatif à la diaspora pro-Aliyev publié dans le journal d'opposition *Azadlig*.

En mars 2011, le journaliste a été sauvagement agressé et roué de coups par une douzaine d'individus dans une rue de Berlin. Le journaliste en garde, aujourd'hui encore, des séquelles physiques et psychologiques. Le bureau Assistance de Berlin l'assiste dans la procédure de plainte qu'il a déposée. Fexreddin n'a cependant pas renoncé au journalisme. « Je sais que je suis dans le vrai, face aux violations de la liberté de la presse commises dans mon pays, je ne peux pas me taire ». ■

AZERBAÏDJAN

FEXREDDIN HACIBEYLI : « JE SAIS QUE JE SUIS DANS LE VRAI »

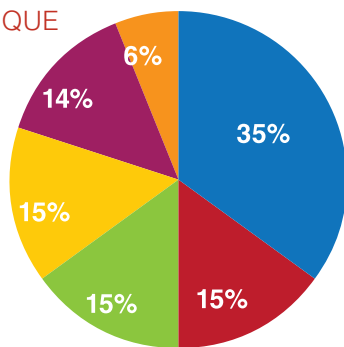
Le journaliste azerbaïdjanais Fexreddin Hacibeyli vit en exil en Allemagne depuis 2004. Avant son départ, il était le correspondant de *Radio Free Europe / Radio Liberty* et collaborait avec les rédactions de divers journaux, parmi lesquels *Yeni Müsavat*.

Alors qu'il suivait le scrutin présidentiel de 2003 aux côtés des observateurs de l'OSCE, le journaliste a été expulsé *manu militari* du bureau de vote où il effectuait un reportage. Craignant des représailles, Fexreddin s'est caché. Quelques jours seulement après l'incident, des agents des services de sécurité pénétraient chez lui par effraction et fouillaient son domicile. Face aux menaces, le journaliste s'est résolu à quitter l'Azerbaïdjan.

► Ce graphique illustre la répartition des bourses octroyées en fonction de l'origine géographique des bénéficiaires.

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES BOURSES

- Afrique
- Amériques
- Asie
- Iran
- Europe
- Maghreb / Moyen-Orient (hors Iran)



Les bénéficiaires du soutien financier proviennent ainsi de 17 pays différents. Parmi eux, on compte notamment : 6 Iraniens, 3 Erythréens, 2 Ivoiriens, 3 Cubains, 2 Tunisiens, 2 Ouzbeks et 2 Azerbaïdjanais.

Loin de se limiter à un soutien financier, Reporters sans frontières effectue un travail de plaidoyer auprès d'organisations internationales et d'autorités locales en faveur des journalistes en difficulté. ■

LES ACTIONS DE PLAIDOYER POUR LA PROTECTION DES JOURNALISTES EN DIFFICULTÉ

Les bureaux Assistance de Berlin et Paris ont apporté un soutien aux demandes d'asile formulées par des journalistes et blogueurs en exil en France (7), en Allemagne (12), dans d'autres pays (12) ou auprès du Haut Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (31). Au delà de ces lettres de soutien à des demandeurs d'asile, ce sont en tout 86 lettres de soutien qui ont été adressées ces six derniers mois par nos deux bureaux.

Paris et Berlin continuent en outre leur travail de lobbying auprès des autorités françaises, allemandes, européennes et américaines afin de les voir délivrer des visas aux journalistes et net-citoyens contraints de fuir leur pays. Depuis janvier 2011, un couple de journalistes et un net-citoyen iraniens ont pu rejoindre la France, après que notre organisation a introduit des demandes expresses de visas. Dans le même temps, deux journalistes et un net-citoyen soutenus par le bureau de Berlin sont arrivés en Allemagne. D'autres demandes restent à l'étude, notre organisation en ayant formulé d'autres ou apporté son soutien à celles introduites par des journalistes en exil auprès de services consulaires français. Le bureau de Berlin continue, quant à lui, à apporter son soutien à une douzaine de demandes d'asile actuellement examinées par les autorités allemandes. ■

Bureau Assistance Paris :

Martial Tourneur

Tel : +33 (0) 1 44 83 60 56

Fax : +33 (0) 1 45 23 11 51

Email : assistance@rsf.org

Bureau Assistance Berlin :

Jens-Uwe Thomas

Tel : +49 (0)30 202 15 10 - 13

Fax: +49 (0)30 202 15 10 - 29

Email : jt@reporter-ohne-grenzen.de



REPORTERS SANS FRONTIÈRES, SECRÉTARIAT INTERNATIONAL

47 rue Vivienne, 75002 Paris - France - Tel. 33 1 44 83 84 84 - Fax. 33 1 45 23 11 51 - Web : www.rsf.org - E-mail : rsf@rsf.org
- Ambroise Pierre - Bureau Afrique : afrique@rsf.org - Benoit Hervieu - Bureau Amériques : ameriques@rsf.org - Benjamin
Ismail - Bureau Asie : asie@rsf.org - Johann Bihl - Bureau Europe : europe@rsf.org - Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient :
moyen-orient@rsf.org - Lucie Morillon - Bureau Internet : Internet@rsf.org - Contact Presse : presse@rsf.org

REPORTERS SANS FRONTIÈRES est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean-Francois Julliard** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**